

Alerte : projet de loi pour vaccination universelle anticovid



A tous nos lecteurs, nous partageons notre cri d'alerte adressé aux sénateurs, dont quelques-uns ont mis sur la table un projet de loi de vaccination universelle. A l'heure où l'efficacité de la « vaccination » paraît de moins en moins démontrée, à tel point que les croyants en son effet multiplient les rappels, et où les effets indésirables et les morts post injection se révèlent de plus en plus nombreux, il nous a paru, comme à beaucoup d'autres, indispensable de joindre les sénateurs directement pour tenter d'établir un dialogue avant ce vote qui nous concerne tous.

Nous espérons que chacun d'entre vous choqué par le principe de l'obligation saura contacter son sénateur et son député, afin de lui transmettre l'avis des petites gens que nous sommes, mais tous concernés. Chacun peut faire son message selon son ressenti, son vécu. nous avons abordé le problème sur le plan médical, mais il est évident que le plan juridique est capital, et sera développé par de plus compétents que nous, mais le code de Nuremberg suivi par la convention d'Oviedo s'opposent évidemment à toute injection expérimentale, sans consentement véritablement éclairé.

Study to Describe the Safety, Tolerability, Immunogenicity, and Efficacy of RNA Vaccine Candidates Against COVID-19 in Healthy Individuals



The safety and scientific validity of this study is the responsibility of the study sponsor and investigators. Listing a study does not mean it has been evaluated by the U.S. Federal Government. Read our disclaimer for details.

Condition or disease	Intervention/treatment
CoV-2 InfectionCOVID-19	Biological: BNT162b1Biological: BNT162b2Other: Placebo

Design

Study Type : [Interventional \(Clinical Trial\)](#)

Estimated Enrollment : 43998 participants

Allocation: Randomized

Intervention Model: Parallel Assignment

Masking: Triple (Participant, Care Provider, Investigator)

Primary Purpose: Prevention

Official Title: A PHASE 1/2/3, PLACEBO-CONTROLLED, RANDOMIZED, TOLERABILITY, IMMUNOGENICITY, AND EFFICACY OF S RNA VACCINE CANDIDATES IN HEALTHY INDIVIDUALS

Actual Study Start Date : April 29, 2020

Estimated Primary Completion Date : August 3, 2021

Estimated Study Completion Date : January 31, 2023

L'essai phase 3 de Pfizer n'est pas terminé!

Trial record for: vaccine pfizer children Covid19
Study to Evaluate the Safety, Tolerability, and Immunogenicity of an RNA Vaccine Candidate Against COVID-19 in Healthy Children <12 Years
ClinicalTrials.gov Identifier: NCT04816643

Actual Study Start Date : March 24, 2021
Estimated Primary completion inclusion : March 1, 2022
Estimated Study Completion Date : August 29, 2023
Ages Eligible for Study: 6 Months to 11 Years (Child)

Le 22 septembre 2021 LETTRE OUVERTE AUX SENATEURS

Objet : appel au sujet du projet de loi de vaccination universelle anticovid au Sénat

[Appel de détresse face au projet de vaccination universelle anticovid : lettre ouverte aux sénateurs](#)

Mmes Mrs les Sénateurs

Nous apprécions votre volonté d'obtenir une protection collective permettant un retour à la vie normale et avons lu avec intérêt le projet de loi déposé au Sénat le 31 août en première lecture.

Néanmoins, nous permettons de vous apporter quelques informations complémentaires : **le Sars Cov 2 est très sensible aux traitements précoces** tels que **l'Ivermectine**, comme les expériences récentes de l'Inde et du Japon en témoignent. L'utilisation de ces traitements précoces permettrait de faire disparaître le spectre de formes graves en rapport à cette forme de grippe, qui ne tue que les personnes âgées à fortes comorbidités.

Actuellement, en septembre 2021, malgré le spectre des variants, le réseau sentinelle dénombre en France, zéro cas pour 100000 enfants et 9/100000 chez l'adulte, soit très en dessous des seuils d'alerte qui font habituellement prendre des mesures préventives (173/100000 pour la grippe).

Le vaccin ne permet pas l'immunité collective

Il est malheureusement démontré et reconnu par de multiples agences sanitaires nationales et par l'OMS que les vaccins anticovid actuels ne permettent pas d'obtenir l'immunité collective recherchée par une vaccination universelle. Même le Pr Fischer, son avocat n'y croit plus

Les pays hautement vaccinés font face à une mortalité élevée dans les suites immédiates des campagnes de vaccination

En Israël les deux mois qui ont suivi la vaccination ont battu les records de nouveaux cas et de mortalité Covid depuis le début de l'épidémie. Depuis août 21, la reprise de l'épidémie confirme que la vaccination ne permet pas d'espérer le retour à une vie normale malgré un taux très élevé de vaccination et des réinjections répétées. En contraste, les pays qui ont

laissé leurs citoyens vivre à peu près normalement comme la Suède ou la Biélorussie, s'en sortent beaucoup mieux que nous.

Les vaccins anticovid ne sont pas de vrais vaccins selon Pasteur

Vous basez votre confiance en les vaccins antérieurs, mais il faut prendre largement en compte que le « vaccin anticovid » n'est pas un vaccin au sens pastorien du terme (des antigènes obtenus à partir du virus lui-même), mais bien **une injection génique** sensée faire produire par notre organisme les anticorps susceptibles de combattre ce virus. Ces substances injectées sont **en expérimentation jusqu'en 2023** et utilisent une technique jamais validée en pathologie infectieuse humaine. Les essais contre les précédents coronavirus et le Sida ont été des échecs et les phases habituelles, comme l'expérimentation animale ont été sautées dans le cas des pseudovaccins actuellement utilisés.

Campagne d'information

Vous évoquez une grande campagne d'information et vous avez raison, mais elle aurait dû être commencée avant toute injection afin que chaque injecté puisse avoir donné un véritable consentement éclairé. Au stade actuel, il conviendra que le peuple soit informé de **la nature des injections**, de leurs **composants**, et **des risques éventuels à court, moyen et long terme**.

Actuellement, les bases de données officielles de l'EMA, FDA, MHRA, permettent de se faire une idée des effets indésirables dans la première année. Il est d'ailleurs remarquable que le grand nombre de décès reconnus par l'agence européenne par exemple (EudraVigilance) de l'ordre de 25000 n'ait pas entraîné un moratoire de toute vaccination pour étudier les raisons de ces drames (deux millions d'effets indésirables reconnus dont la moitié graves selon l'agence. Rappelons que la vaccination antiH1N1 a été interrompue après 53 décès et la

vaccination contre la grippe aviaire après une trentaine.

Le système sanitaire en déroute

Vous insistez à juste raison sur les difficultés du système sanitaire français bien antérieur au covid. En 2019, plus de 200 services d'urgence étaient en grève. Il faut redonner des lits, des postes de soignants, des rémunérations correctes à l'ensemble des personnels et diminuer l'emprise de la bureaucratie sur la gestion de l'hôpital public et privé. L'obligation vaccinale des soignants n'a fait qu'aggraver les choses car les personnels, vaccinés ou non, n'ont pas apprécié cette **extorsion de consentement**, alors qu'ils voient des effets secondaires graves tus dans les médias et auprès de vous tous. Leurs suspensions ne font qu'aggraver les difficultés de recrutement du personnel mettant en péril le fonctionnement des établissements hospitaliers en augmentant le nombre des déserts médicaux.

La crise du covid se termine dans le monde au moins dans tous les pays convertis plus ou moins vite aux traitements précoces peu chers et non toxiques tels l'ivermectine (Japon par exemple).

Les enfants innocents du covid. Protégez l'avenir

Quant aux enfants, ils ne présentent jamais de formes graves de covid, et ne participent pas à la transmission du virus comme l'ont démontré les publications internationales multiples depuis vingt mois et répété par toutes les sociétés de pédiatrie. Les soumettre à un traitement expérimental **sans intérêt individuel, et sans intérêt collectif** puisque la vaccination ne protège pas des contaminations, ni des formes graves, comme l'a écrit le ministre au conseil d'état fin mars 21.

La vaccination ne protège ni le vacciné, ni son entourage et ne repose sur aucun argument scientifique réel, mais seulement sur des simulations mathématiques grossièrement fausses

- leurs collègues
- [Dossier législatif](#)
 - Tous les documents sur ce thème :
 - [Questions sociales et santé](#)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Dès juillet dernier, les parlementaires socialistes ont prôné l'obligation progressive d'une vaccination universelle, de toutes et tous (sauf contre-indication médicale), dans une démarche de santé publique visant à obtenir une protection collective, seule à même de garantir un retour à une vie quotidienne normale pour tous du fait des différents variants en circulation.

L'objectif de cette protection collective de toute la société, en l'état de nos connaissances scientifiques et médicales, peut être atteinte par une obligation vaccinale généralisée (sauf contre-indication médicale).

Nous croyons en la science, en la recherche, et au progrès médical et social, qui bénéficient à toutes et tous.

Nous avons la chance de bénéficier de vaccins qui, collectivement, nous protègent et nous permettent de renouer avec un quotidien apaisé, de limiter les restrictions et les privations de liberté, de mettre fin à la situation que nous connaissons depuis trop longtemps, faite de craintes pour nos familles, pour nos emplois, pour la scolarité de nos jeunes.

L'obligation vaccinale a été édictée en France pour la première fois en 1902 et a permis d'éradiquer nombre de maladies et protéger nombre de nos enfants. L'obligation vaccinale est la pierre angulaire de l'intérêt collectif : en s'engageant tous, on protège chacun, partout sur le territoire national et dans tous les foyers. Elle faisait reposer la politique de santé sur des principes clairs, transparents,

démocratiques et qui s'appliquaient à tout le monde.

La vaccination universelle est également la seule solution qui permet de réduire les inégalités sociales et territoriales d'accès à la vaccination. Elle permettra de lancer enfin une grande campagne d'information et de sensibilisation pour aller vers les Français non vaccinés. C'est également un geste de responsabilité et de solidarité vis-à-vis de nos soignants, engagés de toutes leurs forces dans cette bataille dont ils ne voient plus le bout et de soutien vis-à-vis de nos acteurs économiques durement touchés par les restrictions sanitaires.

Nous notons surtout que plusieurs institutions du champ scientifique et médical se sont d'ores et déjà prononcées en faveur de l'obligation vaccinale généralisée. C'est le cas notamment de l'Académie nationale de médecine, le 19 juillet dernier, jour de présentation en conseil des ministres de la loi n°2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire. Rappelons d'ailleurs que l'Académie s'était prononcée publiquement pour le port du masque dès avril 2020, quand le Gouvernement soutenait encore que le masque était inutile pour la protection de la population générale.

Ainsi, face à l'augmentation rapide de l'incidence des infections dues aux différents variants, **l'Académie nationale de médecine recommandait :**

« – d'amplifier l'information sur le principe de l'isolement volontaire et sur les capacités d'hébergement des personnes ne pouvant s'isoler à domicile ;

– d'inciter toutes les personnes dépistées positives à s'auto-isoler pendant 10 jours en leur rappelant le risque de contamination auquel elles exposent leur entourage ;

– de ne rendre obligatoire qu'une seule mesure : la vaccination contre la Covid-19 de tous les Français âgés de 12 ans et plus ».

Depuis, les Antilles ont payé un lourd tribut à la pandémie du fait du faible taux de vaccination des populations. La Guadeloupe et la Martinique ont d'ailleurs été contraintes au re-confinement et aux couvre-feux. Les services hospitaliers de Polynésie sont toujours saturés et le nombre des hospitalisations continue d'y progresser.

C'est pourquoi, nous maintenons que la vaccination contre le covid-19 de toutes les Françaises et de tous les Français est la seule décision publique qui :

- Protège sa propre santé et liberté mais aussi celles des autres ;
- Correspond à une démarche de santé publique claire, assise sur nos connaissances médicales et scientifiques ;
- Constitue une démarche de lutte contre les inégalités territoriales et sociales, car elle crée un devoir de l'État d'aller vers les publics les plus éloignés de la vaccination ;
- Evite le « glissement vers des pratiques de surveillance sociale générale » pointé par la Défenseure des droits et l'extension attentatoire aux libertés du pass sanitaire à tous les gestes de la vie quotidienne ;
- Dispense de transformer en agents de sécurité sanitaire les professionnels accueillant du public.

La vaccination obligatoire est le seul chemin à ce jour pour sortir d'une politique de sécurité sanitaire et entrer enfin dans une politique de santé publique clairement assumée. Elle est la manifestation de la primauté de l'intérêt général sur les tentations individualistes, de la clarté face à l'obligation masquée que représente le passe sanitaire, de l'égalité face au « chacun pour soi », de la solidarité face à l'égoïsme. Le choix du Gouvernement a été un choix par défaut et de défausse, qui le désengageait de ses responsabilités.

a.milon@senat.fr MEDECIN

- [Bernard JOMIER \(App. Socialiste, Écologiste et Républicain\), Vice-Président](#)
 - [Monique LUBIN \(Socialiste, Écologiste et Républicain\), Vice-Présidente](#)
 - [Olivier HENNO \(Union Centriste\), Vice-Président](#)
 - henno@senat.fr cadre commercial conseiller départemental du Nord
 - [Martin LEVRIER \(Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants\), Vice-Président](#)
 - levrier@senat.fr conseiller municipal de versailles
 - [Laurence COHEN \(Communiste républicain citoyen et écologiste\), Vice-Présidente](#)
 - cohen@senat.fr VAL DE MARNE orthophoniste
 - [Véronique GUILOTIN \(Rassemblement Démocratique et Social Européen\), Vice-Présidente](#)
 - guillotin@senat.fr médecin groupe d'études cancer meurthe et moselle conseillère régionale du grand est nancy
 - [Daniel CHASSEING \(Les Indépendants – République et Territoires\), Vice-Président](#) médecin chasseing@senat.fr
Conseiller municipal de Chamberet
 - Corrèze Tulle
 - [Raymonde PONCET MONGE \(Écologiste – Solidarité et Territoires\), Vice-Présidente](#)
 - poncet@senat.fr rhône conseillère départementale du Rhône Lyon
-
- [Florence LASSARADE \(Les Républicains\), Secrétaire](#)
 - lassarade@senat.fr pédiatre bordeaux Conseillère municipale de Saint-Macaire
 - [Frédérique PUISSAT \(Les Républicains\), Secrétaire](#)
 - puissat@senat.fr Isère
Conseiller municipal de Château-Bernard
 - [Jean SOL \(Les Républicains\), Secrétaire](#)

- sol@senat.fr directeur des soins membre du groupe cancer Pyrénées atlantiques Perpignan Conseiller départemental des Pyrénées-Orientales

- [Corinne FÉRET \(Socialiste, Écologiste et Républicain\), Secrétaire](#)
- feret@senat.fr education nationale Calvados Caen
- [Jocelyne GUIDEZ \(Union Centriste\), Secrétaire](#)
j.guidez@senat.fr essonne evry artiste Conseillère municipale de Saint-Chéron

—